



Revue de Presse du Liban et du Moyen-Orient

Médiarama

Lundi 22 juillet 2013
Numéro 384

Mediaramaliban@gmail.com

www.mediaramalb.wordpress.com

Titres des journaux

As Safir (nationaliste arabe)

Berry à Hariri: votre retour à la tête du gouvernement pourrait être examiné

An Nahar (proche du 14-Mars)

Inquiétude officielle dans l'attente de la décision européenne aujourd'hui.

La prorogation du commandement militaire avant le 1^{er} août?

Al Akhbar (quotidien libanais de gauche)

Berry: que Hariri rentre et se porte candidat

Al Joumhouria (propriété d'Elias Murr)

Berry appelle Hariri à rentrer

Al Moustaqbal (propriété de Saad Hariri)

Raï pour un cabinet neutre qui adopterait la «déclaration de Baabda»

L'Orient-Le Jour (proche du 14-Mars)

Alep en plein cœur du cyclone

Al Watan (quotidien syrien non étatique)

L'armée détruit les renforts des miliciens à Khan al-Assal et tue des terroristes d'al-Nossa à Adra

Al Hayat (quotidien à capitaux saoudiens)

Les forces du régime commettent deux massacres à Ariha et Baïda

L'événement

L'UE inscrit l'«aile militaire» du Hezbollah sur la liste noire

Malgré les réticences de plusieurs de ses membres, l'Union européenne a décidé ce lundi d'inscrire «la branche armée du Hezbollah» sur sa liste des organisations terroristes. Cette mesure, qui intervient après des mois de négociations, répond à des pressions américaines et israéliennes, et non pas à des preuves irréfutables sur un lien présumé du Hezbollah «avec des attaques terroristes perpétrées sur le territoire européen», comme l'indique le communiqué de l'UE. Car la Bulgarie, après avoir accusé le parti d'être impliqué dans l'attentat contre des touristes israéliens à l'aéroport de Bourgas, en juillet 2012, a récemment atténué ses accusations.

C'est la Grande-Bretagne qui a pris la tête des pays souhaitant inscrire le Hezbollah sur la liste noire de l'UE, rejoint par deux autres poids lourds de l'Europe, la France et l'Allemagne. Mais d'autres pays, comme Malte, Chypre, l'Autriche ou l'Irlande, avaient exprimé leurs réticences lors des réunions d'experts jeudi dernier à Bruxelles. Finalement, ces réticences ont été surmontées lors de la rencontre des ministres des Affaires étrangères à la suite d'une formule de compromis présentée par Catherine Ashton, couplant l'inscription sur la liste terroriste à un appel sur la nécessité «de poursuivre le dialogue politique» avec le parti.

La décision de l'UE intervient en dépit de la demande pressante adressée par le gouvernement libanais aux Européens à ne pas franchir le pas des sanctions, faisant valoir que le parti représente une «composante essentielle de la société» libanaise. Le président de la République, Michel Sleiman, avait chargée le ministre des Affaires étrangères, Adnane Mansour, de plaider la cause du Liban. Ce dernier avait accusé «certaines parties libanaises» d'avoir œuvré auprès des pays européens en vue de black-lister le Hezbollah.

Dans leur argumentaire, les ministres européens ont insisté sur le fait que la branche armée du Hezbollah était sanctionnée parce qu'elle était «liée» à des attaques terroristes perpétrées sur le territoire européen. Même si l'auteur de l'attentat de Bourgas reste inconnu, «il y des pistes nettes menant vers le Hezbollah», a récemment affirmé le ministre bulgare de l'Intérieur, Tsvetlin Yovtchev. Les Européens citent également la condamnation en mars à Chypre d'un membre présumé du Hezbollah accusé d'avoir planifié une attaque contre des intérêts israéliens sur l'île. «Nous ne pouvons permettre à la branche armée du Hezbollah de mener des activités terroristes dans l'UE. Nous devons réagir et la réponse est de la placer sur la liste noire», a déclaré le chef de la diplomatie allemande, Guido Westerwelle.

Les ministres ont pris garde de ne pas évoquer la Syrie et l'implication du Hezbollah dans le conflit.

L'inscription sur la liste des organisations terroristes entraîne un gel des avoirs et l'interdiction de visa d'entrée dans l'UE pour les personnes concernées. Le secrétaire général du Hezbollah, sayyed Hassan Nasrallah, avait minimisé, il y a quelques semaines, l'importance de cette mesure en affirmant que le parti était depuis toujours dans le collimateur des pays occidentaux en raison de sa lutte contre l'occupation israélienne.

ILS ONT DIT...

Hassan Nasrallah, secrétaire général du Hezbollah

“Le débat sur la légitimité des armes de la Résistance ne mène à rien. Forte de ses victoires passées, de sa conviction que face à Israël les Libanais ne peuvent compter que sur eux-mêmes, et forte du large soutien populaire, la Résistance est aujourd’hui plus forte que jamais et personne ne peut l’isoler ou la briser. La Résistance est ouverte au dialogue national et prête à discuter de la stratégie nationale de défense, sans conditions préalables, avant ou après la formation du gouvernement. Mais les autres parties n’ont jamais été sérieuses dans leur appel au dialogue; leur seul but est que le Hezbollah rende ses armes. À celui qui qualifie les armes de la Résistance d’illégitimes, je demande: quelle est l’alternative? Il est normal que la Résistance soit visée car elle est efficace et crainte par l’ennemi. Certes, nous n’avons jamais prétendu que la Résistance, par son équipement ou par le nombre, peut égaler l’armée israélienne. Mais nous sommes parvenus, malgré tout, en exploitant les points faibles d’Israël, à établir un certain équilibre de la terreur dissuasif. La Résistance au Liban a pu déjouer les complots américano-israéliens et faire échec au projet du Nouveau Proche-Orient. Personne ne peut désormais attaquer le Liban sans en payer le prix. Si l’armée tombe ou se désintègre, il ne restera ni paix civile, ni stabilité, ni État. Il faut mettre l’institution militaire à l’écart des clivages internes, à la soutenir et à renforcer ses capacités militaires. Quand l’armée est agressée, nous devons nous tenir à ses côtés et quand elle commet des erreurs, nous devons être à ses côtés pour l’assister. Si nous ne voulons pas brader nos dernières garanties, préservons l’institution militaire.

As Safir

Le président du Parlement, Nabih Berry, a appelé l’ancien Premier ministre Saad Hariri à rentrer au Liban pour faciliter la reprise du dialogue national, au point mort depuis plusieurs mois. «M. Hariri doit rentrer au Liban pour faciliter la reprise du dialogue afin que nous coopérons pour faire face aux défis actuels», a déclaré M. Berry. «Je pense que M. Hariri peut rester à la Maison du Centre s’il craint pour sa sécurité», a-t-il ajouté. Interrogé sur la possibilité de voir le chef du Courant du futur à la tête d’un nouveau gouvernement, M. Berry a déclaré: «Nous pouvons revoir cette question».

M. Berry a par ailleurs estimé que l’attachement du Premier ministre désigné, Tammam Salam, à la formule 8-8-8 «ne sert pas le processus de formation du gouvernement». Il s’est dit étonné que M. Salam insiste à traiter avec le 8-Mars en tant que bloc unique, lors des négociations, bien que le Premier ministre désigné «ait été informé que le tandem Amal-Hezbollah d’un côté, le CPL de l’autre, négocieront d’une manière indépendante.

Al Akhbar

Roula Ibrahim, journaliste libanaise indépendante

Lors de l’avant-dernière rencontre parlementaire du mercredi, tous, y compris le président Nabih Berry, pensaient que le mécontentement aouniste se traduirait par un boycott de ce rendez-vous par les députés du général Michel Aoun.

Effectivement, tous sont venus à l’exception du Bloc du changement et de la réforme... jusqu’à ce que le député Naji Gharios fasse son entrée. Très vite, M. Gharios est devenu la vedette de la rencontre. Tous les regards étaient rivés sur lui, y compris ceux de M. Berry, qui l’a chaleureusement accueilli. Le soir même, une réunion d’évaluation a eu lieu à Rabié pour compléter l’initiative personnelle de M. Gharios, afin de briser la glace avec M. Berry. Le mercredi suivant, les choses sont rentrées dans l’ordre.

Lors de la dernière rencontre entre le secrétaire général du Hezbollah, sayyed Hassan Nasrallah, et le général Aoun, lundi dernier, les deux hommes ont évoqué les moyens de replâtrer la relation entre le CPL et le président Berry. Cela s’est traduit par la participation des députés aounistes à la rencontre du mercredi.

Aujourd’hui, les membres du Bloc du changement et de la réforme participeront aux réunions des Commissions parlementaires. Cette présence a été rendue possible après que M. Berry eut inscrit à l’ordre du jour les projets de loi présentés par le bloc Aoun, depuis plus de ans. Il s’agit notamment des propositions des voitures fonctionnant au gaz, des canalisations de gaz et bien d’autres textes aussi.

On ne peut pas considérer que ces derniers développements marquent le début d’une lune de miel entre le CPL et M. Berry. Il s’agit plutôt d’une trêve ou d’une période de test mutuel. Les milieux informés de la teneur de la rencontre Aoun-Nasrallah ajoutent qu’il a été convenu d’atténuer le discours et d’éviter d’attaquer M. Berry. Effectivement, le général Aoun a demandé aux membres de son bloc de ne plus prendre à parti le président de la Chambre pour «tester son attitude à l’égard de nos causes».

Al Akhbar

Des sources proches du Courant du futur indiquent que parmi ceux qui ont combattu dans les rangs de la milice du cheikh Ahmad al-Assir lors de la bataille de Abra, figurent 20 anciens employés de la société Saudi Oger, en Arabie saoudite, avant qu’ils ne soient licenciés.

Des centaines de personnes avaient été remerciés à cause des difficultés financières auxquelles cette société, appartenant à la famille Hariri, faisait face. La plupart des licenciés étaient originaires de la ville Saïda.

Le patriarche Raï pour un cabinet «neutre»

Le patriarche maronite, le cardinal Béchara Raï, s'est prononcé pour la formation d'un gouvernement neutre, au cas où les efforts fournis pour former «sans conditions» un cabinet seraient voués à l'échec. «Nous espérons qu'un gouvernement neutre soit mis en place. Il serait composé de personnalités dont le passé et le présent sont bien connus, qui ne dépendent d'aucuns des courants ou des partis en conflit et qui se conformeront à la neutralité sur laquelle les Libanais s'étaient entendus dans la déclaration de Baabda», a ajouté Mgr Raï.

Kabbani destitué à la fin du mois du Ramadan?

Le quotidien saoudien Ach Sharq Al-Awsat rapporte que les responsables politiques sunnites pourraient contraindre le mufti de la République, cheikh Mohammed Rachid Kabbani, à démissionner après la fête du Fitr. Cette question a été discutée par les Premiers ministres démissionnaire et désigné Nagib Mikati et Tammam Salam, ainsi que par les anciens chefs de gouvernement lors d'un iftar au domicile de l'ancien Premier ministre Omar Karamé. Des membres du Conseil supérieur chérié ont récemment signé une pétition pour destituer Kabbani et élire un nouveau mufti.

La Russie poursuit ses efforts pour Genève 2

La Russie poursuit ses efforts en vue d'organiser à Genève une conférence de paix internationale sur la Syrie, a déclaré lundi le ministre russe des Affaires étrangères, Sergueï Lavrov, estimant que l'opposition syrienne manifestait peu d'intérêt. «Nous poursuivons nos rencontres avec les représentants du gouvernement et tous les groupes d'opposition pour les convaincre tous d'accepter l'initiative russo-américaine», a déclaré M. Lavrov.

As Safir

Mohammad Saleh, correspondant à Saïda

Depuis la fin de la bataille de Abra, le quartier de Taamir, près de Aïn el-Héloué, est restée sous surveillance. Aujourd'hui, les regards sont encore rivés davantage vers cette région après la multiplication des indices et des informations affirmant que l'ancien chanteur Fadel Chaker s'y est réfugié avec un certain nombre de partisans du cheikh Ahmad al-Assir, faisant l'objet de mandats d'arrêt.

Taamir est hors du contrôle de l'Armée libanaise. Il est séparé de la région qui porte le même nom et qui est habitée par une majorité de fils de Saïda. Ce quartier, enchevêtré avec les ruelles du camp palestinien, est principalement sous le contrôle de Esbat al-Ansar. De nombreux groupes islamistes, appartenant à Fatah al-Islam, Jund al-Cham, au chef islamiste Bilal Badr, ainsi que des salafistes, y sont également présents.

Des sources de sécurité qualifient Taamir de «bombe à retardement», qui pourrait exploser à tout moment, d'autant que l'Armée libanaise est postée à quelques mètres seulement des entrées du quartier.

Le nom de Taamir a occupé le devant de la scène, ces derniers temps, après une série d'incidents sécuritaires graves, notamment dans la banlieue sud de Beyrouth, et depuis que des informations font état de la présence de Fadel Chaker. En revanche, il n'y a aucune information sûre concernant le sort de Assir.

Les mêmes sources affirment que Taamir serait un «foyer sécuritaire susceptible de s'embraser», à l'instar de ce qui s'est passé à Abra, si les organisations palestiniennes ne prennent pas la décision d'en finir avec la présence dans ses ruelles de repris de justice.

Al Joumhouria

Une réunion a eu à Haret Saïda entre des membres du commandement du Hezbollah et des représentants de deux groupes islamistes palestiniens, le Mouvement islamiste jihadiste et Esbat el-Ansar. Cette réunion est une première du genre. Elle s'est déroulée autour d'un iftar pour contribuer à réduire les tensions entre les deux parties suite, notamment, aux événements de Abra et au discours violent du cheikh palestinien Jamal Khattab contre le Hezbollah.

Cheikh Khattab présidait d'ailleurs la délégation du Mouvement islamiste jihadiste, Tarek Saadi et cheikh Charif Abou Akl celle de Esbat el-Ansar. La délégation du Hezbollah était formée de cheikh Zeid Daher, cheikh Atallah Hammoud et de l'ancien député Hassan Houballah, responsable du dossier palestinien au sein du parti. Un communiqué du Mouvement islamiste jihadiste a indiqué que les sujets abordés étaient «les derniers événements de Saïda et leurs conséquences politiques sur la ville, ainsi que les répercussions négatives de la participation du Hezbollah aux combats en Syrie».

La délégation du Hezb a promis aux Palestiniens de répondre à leurs interrogations après concertation avec le commandement du parti, déclarant comprendre les appréhensions qu'ils ont exprimées.

As Safir

Les milieux du Premier ministre désigné affirment que M. Tammam Salam reste attaché à la formule gouvernementale des trois tiers (8-8-8). Il a proposé au tandem chiite (Amal-Hezbollah) de céder un des cinq ministères qui reviennent aux chiites afin qu'il puisse attribuer à sa place un ministre supplémentaire au Courant patriotique, ce qui permettrait de surmonter le problème de la représentation du général Michel Aoun et de ses alliés chrétiens.

Ces mêmes sources ajoutent que M. Salam attend les résultats de la réunion des hauts responsables du Courant du futur avec l'ancien Premier ministre, Saad Hariri, en Arabie saoudite.

Les milieux de M. Salam ont d'autre part exprimé leur satisfaction vis-à-vis des appels au dialogue lancés dernièrement par le président de la République, Michel Sleiman, et d'autres responsables politiques. Mais ils ont souhaité que ces souhaits se concrétisent en actes facilitant la formation du gouvernement et l'abandon des conditions réhivitoires posées par telle ou telle partie.